

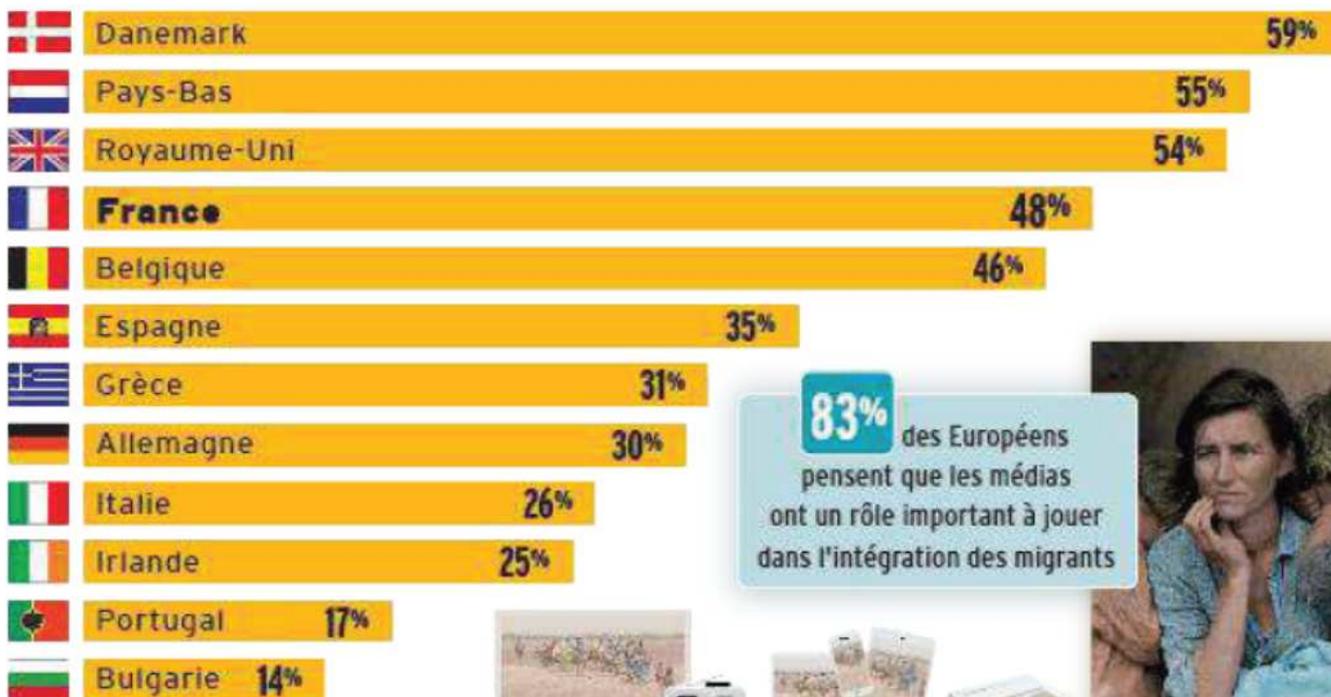


**REVUE DE PRESSE**  
**Samedi 21 juillet 2018**



## Migrants : une image très variable en Europe

Part de l'opinion qui pense que les migrants sont dépeints trop négativement par les médias  
(dans une sélection de pays, au sujet des migrants nés hors UE)



**83%** des Européens pensent que les médias ont un rôle important à jouer dans l'intégration des migrants



Source : Statista - Commission européenne.

Sondage réalisé dans les 28 pays Etats membres de l'UE entre le 21 et 30 octobre 2017.

INFOGRAPHIE CL

# «Houria est une miraculée»

Victime d'une tentative de meurtre de son conjoint le 23 juin, l'Angoumoisine est sortie du CHU de Poitiers. Michèle Brugier, présidente du CCAS, raconte la mobilisation provoquée par ce drame.

Maurice BONTINCK  
m.bontinck@charentelibre.fr

**H**ouria est sortie de l'hôpital de Poitiers jeudi. Elle poursuit sa convalescence pendant un mois dans un autre établissement puis rejoindra un centre de rééducation, dont le lieu n'a pas été précisé pour des raisons évidentes de sécurité. Le 23 juin, son mari l'avait retrouvée et grièvement blessée de trois

**Le drame de Houria doit servir à faire connaître encore plus le 0 800 16 79 74, ce numéro d'urgence qui fonctionne 24h/24.**

coups de couteau, la laissant entre la vie et la mort. «C'est une miraculée parce que c'est une battante, m'a dit le médecin.» Michèle Brugier, la directrice du centre communal d'action sociale (CCAS) d'Angoulême, qui accompagne Houria depuis de nombreuses années, revient sur les conséquences de cette tragédie très médiatisée qui a transformé le prénom d'une victime, Houria,

en combat de tous les jours. Avec la prise de conscience que chacun peut agir pour que ces violences conjugales ne restent pas pri-sonnnières du cercle familial.

## Y a-t-il eu un «effet Houria» après son agression?

Michèle Brugier. Il y a eu une grosse vague d'émotion qui a provoqué des conséquences très concrètes, particulièrement chez les femmes battues. Dans les jours qui ont suivi, nous avons mis à l'abri seize enfants et onze femmes qui nous avaient contactés. Depuis, sept d'entre elles sont reparties dans leur foyer, ce qui montre toute la difficulté de les sortir des griffes de leur conjoint. Si l'on compare nos chiffres d'accueil par rapport à l'an dernier, on voit qu'il y a eu un «effet Houria» [lire ci-contre]. Il ne faut pas qu'il retombe.

## Comment espérez-vous continuer à mobiliser, à aider ces femmes à se mettre à l'abri?

Le drame de Houria doit servir à faire connaître encore plus le 0 800 16 79 74, ce numéro d'urgence qui fonctionne 24h/24, 365 jours par an. Nous essayons de le diffuser partout, mais il faut encore plus le partager. Que chaque personne sache qu'elle est immédiatement prise en charge quand elle appelle. Nous avons de multiples dispositifs de mise à l'abri.

## Les pouvoirs publics sont-ils encore plus à votre écoute après ce drame?

Ils l'étaient déjà, mais cela a encore renforcé nos liens. Avec eux, comme avec la population qui a été très touchée et montre beaucoup de soutien à tout notre personnel très marqué par cette affaire. Le préfet, le procureur, le maire sont venus nous voir à plusieurs reprises. Le travail avec le Département est aussi formidable pour s'occuper des enfants de Houria. On travaille aussi depuis plusieurs jours pour organiser ensemble sa prise en charge dans un centre de rééducation.

## De nouveaux dispositifs de prise en charge sont-ils prévus à l'avenir?

En plus de l'accueil de jour, des chambres d'hôtel et des appartements diffus sur tout le territoire, nous en sommes en train d'avancer sur ce qui devrait être une première en France: la création d'un bâtiment qui comprendrait à la fois sept appartements autonomes, du studio au T4, avec également des espaces collectifs pour les activités des enfants, la présence du personnel et des services du CCAS pour un accompagnement permanent. Le projet est en bonne voie.

## Le financement est-il bouclé?

Un dossier comme celui-ci dans un contexte comme celui-ci per-



La directrice du centre communal d'action sociale d'Angoulême a appris la sortie de Houria du CHU de Poitiers ce jeudi. Photo CL

met de ne plus se poser la question de la pertinence du projet. Les pouvoirs publics nous soutiennent, mais nous sommes

## Onze femmes à l'abri les jours suivant l'agression

Le retentissement du drame a incité onze femmes à composer le numéro d'urgence 0 800 16 79 74 dans les heures qui ont suivi l'annonce de la tentative de meurtre sur Houria. Comparé à 2017, le CCAS a enregistré sur le premier semestre 2018 une hausse des prises en charge de 24 %, que ce soit pour l'urgence ou pour l'accueil de jour. Deux tiers des personnes qui se présentent viennent avec des enfants. Si l'on regarde les chiffres de plus près, on voit que sans le drame de Houria, il y aurait eu moins de prises en charge entre ces deux périodes. Au total sur ces six premiers mois de l'année, 43 familles ont été accueillies dans le dispositif d'urgence. Près de 80 % sont sans revenus d'activité. 64 personnes ont été reçues à l'accueil de jour. L'occasion pour le CCAS d'Angoulême de rappeler que l'accueil se fait avec ou sans rendez-vous au 14, passage Marengo (10h-12h et 14h-17h); 05 45 38 51 53.

également en pourparlers bien avancés avec des bailleurs privés. La secrétaire d'État Marlène Schiappa, qui était venue au chevet de Houria à Poitiers, suit l'évolution du projet. Mais il faut continuer à trouver des mécènes (1). Le combat de Houria doit servir à aider toutes les autres femmes battues et leurs enfants.

(1) Si vous voulez aider le projet du CCAS, vous pouvez appeler le 05 45 97 40 26 ou ccas@mairie-angouleme.fr



## JEAN-PHILIPPE ROY

a bien du mal à assumer ses choix. D'abord, le maire de Sigogne a voulu fusionner avec Rouillac, bien que les deux communes fassent partie d'intercommunalités différentes. Mais il n'a prévenu personne, pas même ses administrés, avant de lancer la



procédure. Puis, il a mis de l'eau dans son vin («ce n'est pas fait [...] on verra») tout en défendant son idée. Enfin, après s'être fait secouer par ses collègues de Grand Cognac (que Sigogne aurait quitté en fusionnant), il a abandonné le projet au milieu du qué (lire CL d'hier). Mais en regrettant par avance cette décision dictée par des «structures qui nous immobilisent». Plus tiède, tu meurs.

■ Cet été, CL vous propose d'explorer le Cognac oublié ■ Des lieux qui ont fait vivre la ville et sont désormais en sommeil, ou interdits d'accès ■ A lire chaque samedi.

# L'ex-Banque de France, le vide après la prospérité



Marc BALTZER  
m.baltzer@charentelibre.fr

Les caméras de surveillance sont aveugles et les fenêtres borgnes au n°39, boulevard Denfert-Rochereau. Et ça fait quinze ans que ça dure. Depuis la fermeture de la succursale cognacaise de la Banque de France, le 15 septembre 2004. Période de déprime: c'était la fin de la crise du cognac, mais le début d'une vague de désengagements de l'État, qui supprimera pêle-mêle Météo-France, le tribunal de commerce ou encore les Prud'hommes de la cité des eaux-de-vie. La bâtisse haussmannienne avait pile un siècle d'existence quand elle s'est vidée de ses dix-huit salariés. Un siècle passé au plus près de la vie économique cognacaise. En 1904, l'État avait édifié la bâtisse alors que toutes les grandes banques françaises avaient déjà une enseigne à Cognac. Une pe-



L'immeuble a été construit en 1904 et agrandi en 1923 sur la gauche en regardant la façade.

Photo M. B.

tite ville en plein essor, au lendemain de la crise du phylloxéra. Les grands magasins parisiens étaient encore présents. Comme les Nouvelles Galeries, place François-I<sup>er</sup>, où se trouvent les Salons de la cité, qui peinent toujours à retrouver leur activité.

C'est également le cas de l'ex-Banque de France. Les premiers mois après la fermeture, les idées n'ont pas manqué pour continuer à faire vivre le site. Toutes abandonnées, finalement, comme le projet de rachat par la Ville. Il a fallu huit ans pour que l'immeuble soit racheté, en avril 2012, par le fondateur des Cognac ABK6, Francis Abecassis, et le viticulteur de Mérognac Jean-Paul Croizet.

«Au-delà de l'intérêt architectural, c'était un investissement patrimonial», se souvient Francis Abecassis, qui comptait en faire un ensemble de bureaux de standing à louer. Qui a rajouté quelques centaines de milliers d'euros de travaux, faisant dépasser le million d'euros à son investissement. Et qui le regrette à présent. Depuis la mise en location des lieux, en mars 2013, «nous n'avons été contactés par aucun candidat de nature à occuper les lieux. Les années ont passé et c'est devenu une impasse économique pour nous. Ça nous a surpris.»

”  
Pour nous, c'est devenu une impasse économique. Ça nous a surpris.

Au point que les deux investisseurs recherchent désormais «toutes les solutions possibles». Y compris une vente pure et simple. Il faudra quelqu'un de solide, financièrement, pour entretenir et trouver une rentabilité aux quelque 1.500 m<sup>2</sup> disponibles, sur un étage et deux niveaux de combles. Mais l'endroit est rénové (il y a désormais un ascenseur) et reste magnifique avec son portail classé et son pan coupé, côté rue Gandonne. Qui sait? Il paraît que l'embellie économique est de retour à Cognac.



Les locaux sont rénovés mais vides. Ils avaient été vendus en l'état en 2004. Archives CL.

## Le chiffre

**120** c'est le nombre de stands et attractions présents pour la fête foraine de la Croix-Montamette à Cognac, qui continue cet après-midi à partir de 14 heures (même horaire dimanche). La manifestation s'achèvera lundi par le traditionnel feu d'artifice organisé par la Ville. Ouverture du site à 14 h (entrée libre), feu d'artifice à 23 h.

## En vue

**Arnaud Gary, nouveau boss de la BA 709**



Arnaud Gary (à gauche) succédera au colonel Vincent Coste le 6 septembre.

Photo D. R.

Le départ du patron de la BA 709, le colonel Vincent Coste, était annoncé (lire CL du 19 mai). Ne manquait que le nom du successeur. Il s'agit du colonel Arnaud Gary, en poste aux États-Unis où il est officier d'échange français auprès de l'US Air Force. La passation de commandement aura lieu le 6 septembre. Issu de l'École de l'air de Salon-de-Provence, le colonel Gary «totalise 2.500 h de vol sur Jaguar et Mirage 2000D et 124 missions de guerre en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et en Libye», précise l'armée de l'air. A Châteaubernard, il supervisera notamment le développement de l'escadron de drones (six nouveaux Reaper doivent être livrés l'an prochain). Vincent Coste était arrivé sur la base en 2016.

# L'image



Pour la 5<sup>e</sup> fois, le lycée Louis-Delage de Cognac a participé au marathon Éco-Shell, en début de mois à Londres. Dans cette course à l'économie, il faut rouler un maximum de kilomètres avec un litre d'essence. Dix élèves de BTS (ou anciens) ont aligné «Roul cagouille», le bolide créé et réglé au lycée (Photo CL). Avec 0,381 litre pour 100 km, ils ont fini premiers européens et 3<sup>e</sup> mondiaux, une première. Leur prix: un stage chez Ferrari, en Italie.

## Louis-Delage champion d'Europe !



## ■ MESNAC

# Subvention et transfert au menu des élus

**L**es élus réunis ce jeudi par Didier Gois, maire, ont dans un premier temps, adopté l'augmentation d'un loyer communal de 1,25 % à compter du 1<sup>er</sup> septembre prochain. Ce loyer se monte désormais à 479,46 €.

**Subvention.** Suite à la création de «Multi rando Mesnac les Charentes», une nouvelle association, Lydia Roturier, présidente, a sollicité la mairie pour une subvention exceptionnelle afin de financer la mise en route de l'association notamment la partie assurances.

**CLECT.** Concernant la commission locale d'évaluation des charges transférées, Didier Gois fait part des compétences obligatoires, optionnelles ou facultatives transférées à l'agglomération. Dans ce cadre, le maire présente les différents rapports établis par la Clect suite au transfert de la Gemapi (Gestion des milieux aquatiques

et la prévention des inondations), du transfert de la zone d'activité des Pellières à Saint-Simeux, de la piscine de Cognac, de Château-neuf, du réseau de communication électronique et des ouvrages liés à la gestion des eaux pluviales.

**Plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées (PDIPR).** Il est demandé à la commune de recenser un itinéraire ouvert à la randonnée pédestre, éventuellement VTT et équestre, pour favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux.

**Travaux.** Suite à des malfaçons, la rue des Puits a été refaite. Par ailleurs, le Département procédera à des travaux importants sur le pont du Peyrat en octobre qui engendrera la fermeture de la RD 85 (entièrement et partiellement) avec une signalétique importante pour la déviation de plus de 3 000 véhicules par jour.

# L'affaire Benalla, une grenade dégoupillée

■ L'Élysée a fini par licencier le chargé de la sécurité, placé en garde à vue

■ L'opposition réclame la tête de Collomb.

**B**ranle-bas de combat à l'Élysée qui a annoncé hier qu'il licencierait son collaborateur Alexandre Benalla, après une vidéo le montrant frapper un manifestant le 1<sup>er</sup> mai. Le Premier ministre Édouard Philippe a lui appelé à la «responsabilité» face à «l'obstruction parlementaire» et la «récupération politique», alors que les parlementaires réclament de l'entendre sur l'affaire Benalla. Alexandre Benalla n'est toutefois pas licencié pour les violences du 1<sup>er</sup>-Mai mais pour avoir reçu des enregistrements vidéo le concernant: il «aurait été destinataire d'un document de la préfecture de police qu'il n'était pas autorisé à détenir», explique l'Élysée.

## Macron silencieux

De quel document s'agit-il? Selon une source proche du dossier, trois policiers - un contrôleur général, un commissaire et un commandant - ont été suspendus à titre conservatoire pour avoir extrait des images de vidéo-surveillance de la Ville de Paris et les avoir transmises, mercredi, à Alexandre Benalla. Placé en garde à vue hier matin, celui-ci est visé pour des faits de violences en réunion par personne chargée d'une mission de service public, d'usurpation de fonctions, de port illégal d'insignes réservés à l'autorité publique et de complicité de détournement d'images issues d'un système de vidéo-protection. Le directeur de cabinet d'Emmanuel



Accusé de «mensonges» par l'opposition, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb doit être entendu au Sénat mardi. Photo archives AFP

Macron, Patrick Strzoda, a été entendu jeudi comme témoin dans la même enquête. Il avait expliqué au *Monde* avoir décidé les sanctions contre Alexandre Benalla: mise à pied deux semaines sans versement de salaire et changement d'affectation. Vincent Crase, gendarme réserviste et agent d'accueil pour LREM qui était avec Alexandre Benalla le 1<sup>er</sup> mai, a aussi été placé en garde à vue hier. Les investigations ont été confiées à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) ainsi qu'à la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP). D'autres enquêtes seront menées au Parlement, par la commission des Lois de l'Assemblée - qui a échoué à se mettre d'accord hier soir sur un programme d'auditions -, et

par celle du Sénat, qui va demander lundi d'être dotée des mêmes prérogatives. Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, qui a «condamné lourdement» ces agissements, a été accusé de «mensonges» par l'opposition, après de nouvelles informations de presse selon lesquelles il

était au courant dès le 2 mai. Au cœur de la tourmente, Emmanuel Macron est resté silencieux, refusant encore hier de répondre aux questions des journalistes. Il travaillera ce week-end à la Lanterne près de Versailles, «comme d'habitude», selon l'Élysée.

## La plus grave crise de l'ère Macron

L'affaire est problématique pour l'Élysée car elle met en cause l'exemplarité portée en étendard et l'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron.

**L**e licenciement et la garde à vue d'Alexandre Benalla suffiront-ils à éteindre l'incendie? Certains en doutent. «Une crise mal gérée ajoute une crise à la crise: c'est la théorie du suraccident», souligne Franck Louvrier, l'ancien conseiller en communication de Nicolas Sarkozy désormais proche d'Estrosi. Les oppositions de droite et de gauche ont d'ailleurs accru la pression hier. «C'est le cœur de l'État qui est atteint», a lancé Christian Jacob (LR) tandis que Jean-Luc Mélenchon (LFI) réclamait le dépôt d'une motion de censure et Benoît Hamon la démission du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb. «C'est le jeu de l'opposition», souligne-t-on dans l'entourage de l'exécutif. «Mais remettons l'affaire à sa juste place: est-ce que la politique du gouvernement est en cause? Non. Est-ce que cela affecte la vie des Français? Non.» Et de défendre «l'exemplarité» de l'Élysée, qui a sanctionné la première faute d'Alexandre Benalla - avoir frappé un manifestant le 1<sup>er</sup> mai

- avant d'engager la procédure de licenciement à la seconde - avoir réclamé les images de la vidéo-surveillance. Mais, pour Jean-Daniel Lévy, directeur du département Politique à Harris Interactive, cette crise est problématique pour l'Élysée car elle met justement en cause cette exemplarité portée en étendard, et l'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron.

«**Pour la première fois, le public voit une forme d'amateurisme dans l'équipe Macron.**»

«C'est une situation très ennuyeuse pour lui car elle alimente la perception d'une gestion autocratique du pouvoir et d'un comportement arrogant», explique l'expert. «Il faudra voir comment il va se reprendre face à une situation qu'il

## Les nouvelles révélations

■ Sur le comportement d'Alexandre Benalla. Selon *L'Express*, il a fait l'objet d'une plainte pour violences volontaires sur une femme en août 2015. Selon une source proche du dossier, il a comparu à Nanterre le 18 mars 2016 pour «violences volontaires ayant entraîné une ITT supérieure à 8 jours», mais il a été relaxé. D'après *Le Monde*, il était logé depuis le 9 juillet dans une dépendance de l'Élysée, quai Branly. Une adresse où logent plusieurs collaborateurs de la présidence, y compris des gendarmes. Toujours selon *Le Monde*, l'équipe chargée de la protection du candidat Macron pendant la présidentielle avait été généreusement équipée par Benalla en bombes lacrymogènes, «grenades de dispersion, matraques télescopiques», des armes «nécessitant des autorisations qu'on n'avait pas toujours».

■ Sur la gestion de l'affaire par le gouvernement. Les faits dont Alexandre Benalla est soupçonné datent du 1<sup>er</sup> mai. Dès le 2 mai, place Beauvau, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb est mis au courant. Il ne connaît pas Alexandre Benalla, selon *France Inter*. Les services du ministère font parvenir l'information à l'Élysée. Des sanctions sont prises le 3 mai par le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron. Gérard Collomb ne redécouvre l'affaire que mercredi, avec les premières révélations du *Monde*. À l'inverse, début mai, dans les jours qui suivent la vidéo, le nom d'Alexandre Benalla est évoqué en réunion de cabinet. Certains autour de la table considèrent que si dans les 15 jours qui viennent, l'affaire ne sort pas, elle ne sortira jamais. Pendant plusieurs semaines, les conseillers du Président font le dos rond...

## Collomb, principale cible dans le viseur

La tempête qui secoue l'Élysée depuis la révélation de l'affaire mercredi soir pouvait-elle longtempes épargner le ministère de l'Intérieur? Difficile de l'imaginer compte tenu des ingrédients du scandale. Qui a validé la présence d'Alexandre Benalla sur cette opération de maintien de l'ordre? Quel était son rôle officiel, voire officieux? Qui savait quoi de son dérapage? Quand? Et pourquoi ne pas avoir plus tôt alerté la justice des violences commises par Benalla? Ce sont aussi les questions que posent les oppositions de gauche et de droite à Gérard Collomb. Elles avaient déjà ce proche du président dans le viseur depuis le débat sur la loi asile/immigration.

Depuis jeudi, elles ont entrepris de pilonner un ministre accusé de «mensonges» et que Nicolas Dupont-Aignan (DLF) ou Benoît Hamon (Génération.s) appellent désormais à démissionner. L'annonce, jeudi, de la saisine de la police des polices et la condamnation «sans ambiguïté» d'un «acte inadmissible» par le ministre n'ont pas calmé le jeu. Gérard Collomb sera auditionné par la commission des Lois du Sénat mardi à 17h45. En attendant, les oppositions ont décidé de torpiller le débat sur la révision constitutionnelle. De mauvais augure avant l'examen de la nouvelle lecture du projet de loi asile/immigration prévu initialement mercredi.

# Un plan pour le transport propre

Des mesures visant à favoriser les alternatives à la voiture individuelle et à verdir les transports traditionnels ont été présentées. Le gouvernement en appelle largement aux collectivités.

«C'est un véritable enjeu de santé publique, mais aussi un enjeu pour le climat», a défendu hier la ministre des Transports, Élisabeth Borne en dévoilant de nouvelles mesures, prélude à sa future loi d'orientation sur les mobilités. Le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot a estimé que la France «va peut-être enfin prendre le taureau par les cornes» sur ce sujet. Le transport est la première source d'émissions de gaz à effet de serre en France, sans parler des polluants qui valent au pays d'avoir été renvoyé par Bruxelles devant la justice européenne pour la piètre qualité de l'air dans 14 zones.

## Développement du covoiturage

■ Ouvrir la possibilité dès 2019 aux collectivités, sur une base volontaire, de créer des voies réservées ou partagées avec les transports en commun. Le gouvernement mettra en place les mesures nécessaires (contrôles des plaques d'immatriculation, etc.) et un cadre fiscal favorable.

■ Permettre aux salariés d'être remboursés par leur employeur d'une partie de leurs frais de transport pour se rendre à leur travail lorsqu'ils font du covoiturage. Pas de calendrier, ni de montant de cette aide.

## Soutien aux voitures plus propres

■ Le malus appliqué à l'achat d'un véhicule neuf en fonction de ses émissions de CO<sub>2</sub> sera renforcé. Le seuil de déclenchement du malus sera abaissé de 120 g/km à 117 g/km en 2019, puis il diminuera encore les années suivantes. Il avait déjà été réduit de 127 g/km



Le malus appliqué à l'achat d'un véhicule neuf en fonction de ses émissions de CO<sub>2</sub> sera renforcé. Photo AFP

à 120 g/km cette année.

■ Le bonus sera lui aussi maintenu à un niveau élevé, sur une trajectoire non encore précisée, le gouvernement voulant éviter les effets d'aubaine ou d'attentisme.

## Aide à l'achat de camions moins polluants

■ Le suramortissement de 40 % accordé à l'achat d'un poids lourd ne roulant pas au diesel sera prolongé jusqu'en 2021. Il devait s'arrêter en 2019. Il sera plus élevé pour les petits poids lourds qui circulent surtout dans les centres-villes.

■ Concernant jusqu'ici essentielle-

ment les véhicules roulant au gaz naturel, il sera ouvert aux véhicules hydrogène et électriques.

■ Un appel à projets pour les transports en commun propres sera intégré à la programmation des infrastructures.

## Amélioration de l'offre de recharge

■ Les coûts de raccordement des bornes de recharge au réseau électrique seront assumés à 75% par le gestionnaire du réseau (et donc in fine par la facture d'électricité) contre 40 % actuellement.

■ La recharge gratuite mise à dispo-

## Un plan incomplet

Ceux qui attendaient un grand plan vélo, à l'image des ONG et de 200 parlementaires ayant signé récemment une tribune en ce sens, devront encore patienter. Il sera dévoilé à la rentrée. Les ONG demandent un fonds vélo de 200M€ par an et la généralisation de l'indemnité kilométrique vélo. Ce projet «fait également l'impasse sur le transport routier de marchandises et le report modal», regrette Réseau Action Climat, qui parle d'un plan «inachevé». Rien non plus pour l'instant sur le verdissement du transport ferroviaire, qualifié de «grand absent» par la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), alors qu'une mission sur le sujet est en cours, ou sur l'aérien et le maritime, secteurs sur lesquels la France privilégie les discussions au niveau mondial.

sition par les entreprises à leurs salariés sur leur site ne sera plus considérée comme un avantage en nature et sera donc défiscalisée.

## Des actions pour les zones les plus polluées

■ 15 territoires devront s'engager à la rentrée auprès de l'État à créer des zones à faibles émissions (ZFE) d'ici 2020, où la circulation de certains types de véhicules polluants sera restreinte.

■ Pour rendre ces zones opérationnelles, l'État mettra en place le cadre pour permettre les contrôles automatisés, la vidéo-verbalisation.

## ■ BUDOET CARBONE

### La France pourrait manquer ses objectifs climat jusqu'en 2023

Le pays s'est fixé un budget carbone, c'est-à-dire un volume maximum d'émissions de gaz à effet de serre à ne pas dépasser. Mais ce budget sera dépassé jusqu'en 2023, notamment à cause d'un retard pris dans le secteur des transports et le bâtiment, selon un document de travail du ministère de la Transition écologique établi dans le cadre de la révision de la feuille de route énergétique et de la stratégie bas-carbone. Il pourrait atteindre sur la période 2014-2018 458 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> (MtCO<sub>2</sub>), contre 440 initialement prévues. Et 422 MtCO<sub>2</sub> entre 2019 et 2023, contre 398 attendues. Mais le document estime qu'il sera «rattrapé» entre 2024 et 2028 grâce aux progrès revus à la hausse sur l'industrie, le secteur de l'énergie et l'agriculture.

# Trump s'en prend à la politique monétaire de l'UE et la Chine

**D**onald Trump s'est lancé hier dans une nouvelle escalade sur le commerce en accusant la Chine et l'Union européenne de manipuler leurs monnaies. «*La Chine, l'Union européenne et les autres manipulent leurs monnaies en baissant leurs taux d'intérêt, alors que les États-Unis augmentent leurs taux, avec un dollar devenant de plus en plus fort jour après jour, ce qui dégrade notre compétitivité*», a dénoncé le président américain dans un tweet. «*Comme d'habitude, ce n'est pas juste*», a-t-il ajouté, alors que la monnaie chinoise est à son plus bas niveau depuis un an. Hier, le billet vert baissait face à la devise européenne, à 1,1717 dollar pour un euro, contre 1,1580 la veille. Depuis avril, le yuan a perdu près de 10% de sa valeur face au dollar, avantageant l'exportation des marchandises chinoises sur le marché américain.

## Toutes les exportations chinoises menacées

Le président américain a aussi vertement critiqué la politique monétaire de la Banque centrale américaine. «*Resserrer (la politique monétaire) fait du tort désormais à tout ce que nous avons fait*», a-t-il écrit, en référence à une économie florissante dynamisée par la réforme fis-



Depuis avril, le yuan a perdu près de 10% de sa valeur face au dollar.

Photo AFP

cale qui a fortement diminué les impôts des ménages et des entreprises. La Fed a entamé une sortie de la politique monétaire à taux zéro depuis deux ans. Elle prévoit de relever son taux directeur encore deux fois cette année pour le situer à près de 2,50% au lieu de 2% aujourd'hui, afin de maîtriser l'inflation et éviter une surchauffe après le stimulus budgétaire massif qui favorise entre autres la hausse des prix. Plus tôt, Donald Trump s'en était pris à Pékin, affirmant qu'il était prêt à imposer des taxes punitives sur la totalité des importations chinoises. «*Je suis prêt à aller jusqu'aux*

*500*», a-t-il dit sur la chaîne de télévision américaine CNBC, une allusion aux 505,5 milliards de dollars de marchandises chinoises importées par les États-Unis en 2017.

Les économistes multiplient ces dernières semaines les mises en garde contre la politique commerciale agressive des États-Unis envers le reste du monde. Cette semaine, le Fonds monétaire international (FMI) a certes maintenu sa prévision de croissance mondiale à 3,9 % pour 2018 et 2019 mais sa directrice générale Christine Lagarde a souligné qu'il s'agissait probablement d'un pic.

# Benalla, le premier scandale du quinquennat

## **1 Des révélations en cascade sur Alexandre Benalla**

S'il en avait le pouvoir – mais même Jupiter ne peut pas tout – Emmanuel Macron referait certainement jouer la finale du Mondial avec une nouvelle victoire des Bleus contre la Croatie. Le minimum pour faire parler d'autre chose que du comportement trouble d'Alexandre Benalla, membre de son entourage le plus proche depuis la campagne présidentielle, filmé en train de frapper deux manifestants, le 1<sup>er</sup> mai dernier à Paris.

Pas sûr que cela suffirait. Dans le déluge de révélations qui tombent sur Alexandre Benalla, on apprenait hier par M6 que ce dernier s'était également signalé le 16 juillet, dans le bus des Bleus, avant leur descente des Champs-Élysées, au point de vouloir prendre la direction des opérations et d'évincer un commandant de gendarmerie. Ce dernier avait informé sa hiérarchie de cet incident en décrivant un homme « très agité ».

On apprenait hier également qu'Alexandre Benalla venait d'emménager le 9 juillet dans un logement de fonction de l'Élysée, quai Branly, à Paris, là où François Mitterrand avait logé sa maîtresse Anne Pingeot et leur fille Mazarine.

Il n'aura pas le temps d'en profiter puisque l'Élysée a engagé une procé-

dure de licenciement à son égard, coincée au pied du mur par les nouvelles informations qui ternissent toujours plus le blason de ce collaborateur encombrant.

Celui-ci a été placé hier en garde à vue pour plusieurs motifs dont « violences en réunion » et « usurpation d'identité » puisque, lors des échauffourées filmées du 1<sup>er</sup> mai, il arborait un brassard de police auquel il n'avait pas droit. Et ce ne serait pas la première fois.

## **2 Ce scandale peut-il faire chuter d'autres personnes ?**

Gendarme réserviste et proche d'Alexandre Benalla avec qui il participait à la sécurité d'Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle, Vincent Crase était, lui aussi, présent le 1<sup>er</sup> mai place de la Contrescarpe, et n'est pas resté les mains dans les poches. Il a également été placé en garde à vue.

Jeudi soir, plus haut dans la hiérarchie élyséenne, c'est le directeur de cabinet du chef de l'État, Patrick Strzoda, qui a été entendu par la police. C'est lui qui avait autorisé Alexandre Benalla à participer à une intervention de police, mais seulement comme observateur.

C'est également Patrick Strzoda qui a informé Emmanuel Macron, alors en Australie, du dérapage commis par son collaborateur et qui, par courrier, lui a signifié sa mise à pied de quinze jours. Une sanction jugée ridi-

cule par l'opposition qui considère que les responsabilités sont au sommet de l'État.

### **3 Gérard Collomb reprend la main mais tardivement**

Un seul homme a donc réussi à faire ce que des milliers de cheminots et de manifestants n'ont pu obtenir : faire dérailler le TGV élyséen qui roulait sans encombre malgré une récente perte de vitesse dans les sondages.

Si « Le Monde » n'avait pas publié ce scoop qui ébranle le sommet de l'État, peut-être Alexandre Benalla occuperait-il toujours son poste d'adjoint au chef de cabinet, capable donc de vouloir dicter ses ordres à un gradé de la gendarmerie.

Selon plusieurs témoignages, l'Élysée était tétanisée à l'idée que les agissements d'Alexandre Benalla finissent par être rendus publics, espérant que le sacre mondial des Bleus et les vacances estivales désamorcerait la bombe. C'est raté ! Les images sont sorties et le parquet de Paris vient d'ouvrir une enquête préliminaire.

Hier, France Inter a révélé que Gérard Collomb avait été mis au courant dès le lendemain du passage à tabac des manifestants. Difficile d'imaginer que ce fidèle macroniste de la première heure, ayant appris l'implication d'Alexandre Benalla, n'en ait pas parlé au chef de l'État.

Le ministre de l'Intérieur a voulu reprendre la main, hier, en saisissant l'Inspection générale des services et

en sanctionnant trois policiers qui avaient transmis des images de vidéosurveillance à Alexandre Benalla. Mais le moins qu'on puisse dire est qu'il agit à l'insu de son plein gré... et bien tardivement. L'opposition réclame sa démission mais quel ministre de l'Intérieur ou de la Justice peut se vanter d'avoir échappé à de telles exigences ?

### **4 Macron peut-il sortir indemne de l'affaire Benalla ?**

L'affaire Benalla ne va pas aider le chef de l'État à remonter dans les sondages où il a dévissé de façon spectaculaire. Même les Bleus ne sont pas parvenus à lui faire une courte échelle dans les courbes de popularité.

Bien avant l'incident de la Contrescarpe, Emmanuel Macron ne pouvait ignorer qui était Alexandre Benalla, son goût pour les armes ou sa tentative de fuite après un accident alors qu'il était le chauffeur du ministre Arnaud Montebourg.

Plus gênant pour le chef de l'État, son directeur de cabinet l'a impliqué en déclarant qu'il avait été informé du dérapage de son collaborateur. Alexandre Benalla n'a visiblement pas perdu la confiance du président. Emmanuel Macron pourra se consoler en se disant que tous ses prédécesseurs ont eu leur mouton noir.

Mais celui que les Français ont élu comme un jeune et fougueux d'Artagnan risque surtout de sortir de cette affaire avec l'image sombre et sournoise d'un Richelieu.

# À l'Élysée, la guerre des conseillers

## **ANALYSE** Le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, a une tête de fusible idéal

Licencié précipitamment alors qu'il était en garde à vue, Alexandre Benalla ne figurait pourtant pas dans l'organigramme officiel de l'Élysée. C'est généralement le cas pour les personnes qui assurent la sécurité ou la garde rapprochée du président. Il avait pourtant aussi le titre (officieux) de chargé de mission auprès du chef de cabinet, titre qu'il n'aurait pas retrouvé au retour de sa mise à pied de quinze jours après ses « exploits » du 1<sup>er</sup> mai.

### **Sur la sellette**

En réalité, c'est le directeur de cabinet du président, Patrick Strzoda, qui va se retrouver sur la sellette. Contrairement au directeur de cabinet du Premier ministre ou à celui des ministres, ce n'est pas le numéro deux de la Présidence. Le personnage essentiel à l'Élysée, c'est le secrétaire général, en l'occurrence Alexis Kohler, proche parmi les proches d'Emmanuel Ma-

cron. Le directeur de cabinet a plutôt un rôle administratif à l'Élysée. Il est une sorte de super chef de cabinet, qui gère l'intendance, les ressources humaines... et les questions de sécurité.

### **Étrange garde du corps**

C'est lui, Patrick Strzoda, qui avait donné à Benalla l'autorisation de suivre les policiers lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai. C'est ensuite lui qui, le lendemain des événements, avait alerté Emmanuel Macron, alors en partance pour la Nouvelle-Calédonie puis pour l'Australie, du comportement de son étrange garde du corps. Du moins est-ce ce qu'il a raconté dès jeudi, sitôt connues les révélations du « Monde ».

Une manière de se protéger en « mouillant » le président ? Pas sûr que celui-ci ait apprécié... Strzoda a en tout cas un bon profil de fusible ; on voit mal comment il pourrait tenir

longtemps dans sa fonction à l'Élysée, comment Macron pourrait ne pas se séparer de lui. Ce n'est d'ailleurs pas un « historique », un proche de la première heure, comme Kohler ou le conseiller spécial Ismaël Emelien. Patrick Strzoda est un préfet qui fut directeur de cabi-

net de Bernard Cazeneuve, à Beauvau puis à Matignon.

L'autre révolution de palais qui s'annonce concerne la communication de l'Élysée. Celle-ci s'est pour le moins montrée déficiente depuis quelques semaines, et elle a clairement montré ses limites dans la crise

qui agite la présidence de la République depuis deux jours.

### **Ambiance délétère**

Depuis des mois, il existe une sourde rivalité entre la chargée de communication, Sibeth NDiaye, qui a suivi Macron depuis Bercy, et le porte-parole de l'Élysée, Bruno Roger-Petit, un ancien journaliste, au demeurant peu apprécié chez ses ex-confrères. Curieusement, ce porte-parole, qui est en fonction depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier, a pris la parole officiellement pour la première fois jeudi, afin d'évoquer « l'affaire ». La prestation fut assez peu convaincante, « BRP » ayant jugé bon d'expliquer que jamais conseiller ne fut aussi sévèrement châtié que Benalla. . . La rumeur le donne régulièrement sur le départ ; l'intéressé laisse pour sa part entendre que d'autres conseillers de Macron pourraient quitter l'Élysée.

Autant dire que l'ambiance, déjà assez délétère au « Château » avant que n'éclate l'affaire, ne risque pas de s'améliorer ces jours-ci. . .

**Bruno Dive, rédaction parisienne**

# « Tous les outils sont réunis pour connaître la vérité »

**DÉPUTÉS** L'élu girondin Florent Boudié (LREM) siégera à la commission d'enquête parlementaire

Membre de la commission des lois à l'Assemblée nationale, le député girondin LREM Florent Boudié participera à la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Benalla qui a finalement été décidée hier après-midi, en dépit de la frilosité du parti présidentiel, et sera au travail pendant un mois.

« Entre cette commission et l'ouverture d'une enquête préliminaire par la justice, tous les outils sont réunis pour connaître la vérité », assure-t-il. « Nous avons une obligation de résultat », déclare de son côté le député PS des Pyrénées-Atlantiques, David Habib, qui rappelle la paternité de son parti pour la création de cette commission.

## « Obstruction parlementaire »

« Ce n'est pas le chef de l'État qui a frappé le manifestant », assure Florent Boudié pour mettre hors de cause Emmanuel Macron, fragilisé comme son ministre de l'Intérieur par les révélations du « Monde » et celles qui ont suivi dans d'autres journaux.

« Il faut garder son sang-froid », poursuit Florent Boudié qui, député PS pendant le quinquennat Hollande, rappelle qu'il a vécu les affaires Aquil-



« Il faut garder son sang-froid », estime l'élu girondin Florent Boudié (LREM). ARCHIVES LAURENT THELLET/« SO »

no Morelle, Leonarda, Cahuzac sans oublier le livre « Un Président ne devrait pas dire ça ».

Pour le député de la Gironde, « l'opposition a choisi d'instrumentaliser cette affaire pour enrayer l'examen de la réforme constitutionnelle qui est quand même un enjeu bien plus important que l'affaire Benalla. L'examen du texte a pris beaucoup de retard et on se demande quelles sont les priorités de l'opposition. »

Hier, au Palais-Bourbon, la réforme constitutionnelle - qui aura du mal à être votée solennellement mardi - était en effet le cadet des soucis de l'opposition qui a vainement réclamé la venue d'Édouard Philippe, en déplacement sur le Tour de France. De Va-

lence, le Premier ministre a déploré « l'obstruction parlementaire. »

Qu'ils soient LR, PS, Insoumis, communistes ou RN, les orateurs se sont succédé pour dénoncer « les mensonges » de Gérard Collomb qui sera bien sûr auditionné par la commission d'enquête. Les Insoumis ont suggéré une motion de censure qui n'aurait de toute façon aucune chance d'être votée même si, en privé, de nombreux députés de la majorité, moins expérimentés que Florent Boudié, redoutent les effets collatéraux de l'affaire Benalla.

Hier soir, le bureau de la commission des lois a échoué à se mettre d'accord sur un programme d'auditions. **B.L.**

# Mobilité propre : un plan d'action incomplet

**TRANSPORTS** Le gouvernement a dévoilé hier de nouvelles mesures visant à favoriser les alternatives à la voiture individuelle et à verdir les transports traditionnels

« C'est un véritable enjeu de santé publique, mais aussi un enjeu pour le climat », a défendu la ministre des Transports, Elisabeth Borne, en détaillant ces mesures, tandis que celui de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, estimait que la France « va peut-être enfin prendre le taureau par les cornes » sur ce sujet. Hier, le gouvernement dévoilait ces nouvelles mesures, prélude à sa future loi d'orientation sur les mobilités, en appelant surtout les collectivités à faire davantage, en promettant en échange un cadre réglementaire avantageux. « Le seul engagement de l'État ne suffit pas », a affirmé Elisabeth Borne.

Le transport est la première source d'émissions de gaz à effet de serre en France, sans parler des polluants qui valent au pays d'avoir été renvoyé par Bruxelles devant la justice européenne pour la piètre qualité de l'air dans quatorze zones. La quinzaine de territoires les plus pollués (dont Marseille-Aix, Nice, Lyon, ou Strasbourg) devra mettre en place d'ici 2020 des zones à faibles émissions (ZFE) pour y restreindre la circulation des véhicules les plus pollués. Des engagements seront signés en octobre.

Cette mesure s'ajoute au plan d'action déjà soumis par la France à Bruxelles en février dernier, afin d'éviter une sanction qui pourrait intervenir d'ici 2019. « Ce n'est pas ça qui doit nous guider », mais « il vaut mieux mettre l'argent là (dans ces mesures, NDLR) qu'avoir à payer à terme des amendes », a défendu Nicolas Hulot.

## Covoiturage

Le gouvernement s'engage pour sa part à mettre en place les conditions (contrôle automatique des plaques, etc.) pour rendre ces zones viables, car si les collectivités peuvent en créer depuis 2015, seules Grenoble et Paris ont



La ministre des Transports et le ministre de la Transition écologique et solidaire. PHOTO MAXPPP

franchi le pas. « Il était temps » de déployer plus largement ces zones, a réagi Sarah Fayolle de Greenpeace, qui y voit « une première étape avant une sortie des véhicules diesel et essence ». « On espère voir des collectivités comme Marseille, Nice, Toulon, qui sont en retard, donner des gages », a indiqué pour sa part Pierre Cannet du WWF.

Le gouvernement prévoit la fin de la vente des voitures neuves émettrices de gaz à effet de serre d'ici 2040, et veut multiplier par cinq celle de véhicules électriques et par quinze celle de poids lourds à faibles émissions d'ici 2025.

Aux collectivités encore de favoriser le covoiturage via des voies réservées, à l'image de ce qui est expérimenté dans les Hauts-de-Seine sur l'A86. « Nous allons tout faire pour que les véhicules soient davantage parta-

gés », tout en poursuivant les efforts pour verdir les transports traditionnels, a insisté Mme Borne.

## Pas encore de plan vélo

Le bonus/malus à l'achat d'un véhicule neuf en fonction de ses émissions de CO<sub>2</sub> sera renforcé, tout comme le soutien à l'achat de poids lourds qui ne roulent pas au diesel, et l'aide au déploiement des bornes de recharge pour véhicule électrique. Ce dernier point est « une première étape indispensable » pour accélérer le déploiement des voitures électriques, a estimé Luc Chatel, président de la Plateforme automobile, regroupant les industriels du secteur, dans une déclaration envoyée à l'AFP.

En revanche, ceux qui attendaient un grand plan vélo, à l'image des ONG et de 200 parlementaires ayant signé récemment une tribune en ce sens,

devront encore patienter. Il sera dévoilé à la rentrée, même si la ministre des Transports dit être « bien consciente qu'il y a beaucoup d'attente », notamment sur le financement. Les ONG demandent un fonds vélo de 200 millions d'euros par an et la généralisation de l'indemnité kilométrique vélo.

Ce projet « fait également l'impasse sur le transport routier de marchandises et le report modal », regrette dans un communiqué Réseau Action Climat, qui parle d'un plan « inachevé ».

Rien non plus pour l'instant sur le verdissement du transport ferroviaire, qualifié de « grand absent » par la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), alors qu'une mission sur le sujet est en cours, ou sur l'aérien et le maritime, secteurs sur lesquels la France privilégie les discussions au niveau mondial.

## SERVICES

# Info 16 à Cognac prépare ses vacances



Logée au couvent des Récollets, à Cognac, Info 16 abrite un bureau d'information jeunesse et un point info famille. Bénévolat, orientation, associations, la structure offre des conseils dans tous les domaines. Mais attention, elle sera fermée du vendredi 27 juillet à 18 heures jusqu'au lundi 20 août à 14 heures. 05 45 82 62 00, [www.info16cognac.fr](http://www.info16cognac.fr). ARCHIVES S.J.

## D'étranges bulles dans le jardin d'Hennessy

**ÉVÉNEMENT** Une installation étonnante était posée à Bagnolet cette semaine. Explications

Les badauds qui passaient à proximité du domaine de Bagnolet ont pu se poser la question. Mais quelles étaient ces bulles étranges posées au bord de la Charente, dans les jardins de la demeure de prestige d'Hennessy ? La maison de négoce n'a pas communiqué sur le sujet. Elle lève un pan du voile.

Cette année, le numéro 1 du cognac fête les 200 ans de son VSOP, mais pas en France, où il n'est pas commercialisé, sauf à la boutique Hennessy sur les Quais. D'où l'absence de communi-

cation locale. Cet événement se traduit par une opération intitulée « The Future of mastery ». L'idée est de s'interroger sur le rôle des « Masters », des maîtres en leur domaine. Hennessy a son « Master Blender », son maître de chai. La maison a réuni des spécialistes de divers horizons (astronomie, design, etc.) pendant deux jours pour réfléchir à cette question. Et pour être mieux inspirés, les « Masters » ont dormi dans des bulles au bord de l'eau. Pour l'image, c'est un coup de maître !

Ph. M.



Les chambres bulles illuminées dans la nuit. PHOTO HENNESSY

# Une véritable école de la vie pour les chiens



## LE PIÉTON

**ANIMAUX** Le club des CaniKazes, à Salles-d'Angles se porte pour le mieux et organise un concours d'agility ce dimanche

DIDIER FAUCARD  
d.faucard@sudouest.fr

Le club canin des CaniKazes, qui affiche 25 années d'existence, se porte bien, merci pour lui. Son « exil » cognaçais, du terrain des Verriers – pour cause d'achat par l'établissement public foncier (EPF) – vers Salles-d'Angles n'a en rien affecté son dynamisme. « En fait, nous étions un peu des "squatters" sur le terrain de l'AS Verriers. Il n'y avait rien d'écrit. C'était plutôt un accord tacite, du genre : "Vous entretenez le terrain et vous pouvez y faire vos activités." Mais, c'est dommage que nous n'ayons pas été plus soutenus par la mairie », note la présidente Corinne Charpentier.

Mais sans nourrir plus de regrets : « Nous sommes bien à Salles-d'Angles, mis à part un voisin qui nous a menés une vie d'enfer sous prétexte que les chiens aboyaient et faisaient aboyer sa chienne. Mais notre but est justement d'apprendre aux chiens à vivre en société. Seulement, il faut leur laisser le temps de se socialiser. Généralement, au bout de quatre ou cinq séances, il n'y a plus d'aboiements. Ils peuvent encore le faire sur des parcours d'agility, mais cela dure 37 secondes et cela prouve que le chien s'amuse. Si ce n'est pas le cas, il n'aura pas de résultats », explique la présidente.

L'irascible a cependant entraîné le club jusqu'à un procès, « qu'il a perdu. Et c'est lui qui a dû payer des dommages et intérêts, sourit Co-



L'agility demande une symbiose entre le (la) maître (sse) et le chien. ARCHIVES PHOTO ANNE LACALD

rinne Charpentier. J'avais essayé de faire de la médiation avant mais en vain. »

### Une relation chien-maître

Aujourd'hui, le club compte 127 adhérents pour 140 chiens. « Nous avons exposé les chiffres cette année, certains viennent régulièrement, d'autres moins », constate la présidente. Les CaniKazes, dans leurs activités, ont plusieurs fers au feu. « Nous formons des chiens visiteurs qui servent à faire de la médiation dans des lieux comme les maisons de retraite, les centres pour handicapés, les écoles, les centres de loisirs... C'est un diplôme qui se passe en un week-end et qui est reconnu par la Société canine. C'est étonnant de voir ce qui peut, par moments, se passer entre les gens et les

animaux, comment les chiens peuvent sentir les choses, ce qu'il faut faire. Les institutions sont très demandeuses de ce genre d'intervention. »

Les autres activités sont l'agility et, bien évidemment, l'éducation. « Avant l'agility, les chiens passent forcément par cette éducation. » Cela commence par l'école des chiots entre 2 et 5 mois. « Après, les hormones commencent à les travailler et les plus grands peuvent mordre les plus jeunes. Cinq mois, c'est vraiment la limite », indique Corinne Charpentier.

Après l'école maternelle, c'est « l'école des grands. On travaille la relation avec le maître, afin qu'il y ait un véritable lien de confiance qui s'établit. Qu'il n'y ait pas, non plus, de peur ou d'agressivité vis-à-vis des autres chiens. L'idée est que l'animal

### LE CONCOURS

Le concours d'agility organisé par les CaniKazes se déroulera, demain de 9 à 17 heures, sur le terrain de Salles-d'Angles, situé à côté du terrain de foot. L'entrée sera gratuite, on pourra manger et boire et une tombola sera organisée au profit du club : « Tous les billets seront gagnants, il y aura 400 lots qui seront tous en rapport avec l'univers du chien », précise Corinne Charpentier, la présidente de CaniKazes.

Dans ce concours régional, 97 concurrents sont inscrits. Les chiens sont répartis en trois catégories : A pour les petits chiens de type caniches, yorkshire... ; B pour les cockers, épagneuls, ratiers... ; C pour les border collies, labradors, bergers belges... Ils auront trois parcours à assurer avec du slalom, des épreuves de saut en longueur, des obstacles à zones (balançoire, passerelle ; palissade) et du jumping.

Après, le classement se réalise de la même façon que dans un concours hippique, tout se joue au nombre de fautes et au chrono, chaque catégorie ayant un temps imparti propre. Et attention aux trop stressés qui seraient tentés de faire leurs besoins sur le terrain, c'est l'élimination directe.

soit en harmonie avec la vie de son maître. Il y a plein d'exercices basés sur le jeu et la récompense, la friandise. Au bout d'un moment, le chien a compris et le simple fait de dire "bien" remplace la friandise. » L'essentiel est que le maître et le chien soient bien ensemble : « Si l'animal sent qu'il y a bien un maître au bout de la laisse, tout se passera bien et vous pourrez l'emmener partout », affirme la présidente des CaniKazes.

Contact pour le club : 05 4532 31 09 ou le 06 87 17 11 96.

A constaté que Cognac Blues Passions pratiquait l'anticipation. L'association se prépare à une profonde transformation, la création d'une société coopérative d'intérêt collectif (Scic), entité qui chapeauterait à la fois Blues Passions et Adonf, l'association qui organise le festival Free Music à Montendre. Le sujet doit être débattu à la rentrée, et il n'est pas certain qu'il obtienne un parfait consensus. Mais sur la vitrine de Blues Passions, rue du 14-Juillet, les noms des deux festivals, ainsi que le Stereoparc de Rochefort, piloté par Blues Passions, sont déjà accolés.



PHOTO PHLM

### AGENDA

#### AUJOURD'HUI

**Fête foraine.** C'est la fête de la Croix-Montamette, avec plus de 80 attractions, pour les amateurs de sensations fortes.

**Expositions.** De 10 h à 18 h, peinture de Nadine Salemet sculpture de Richard Cooter, aux Récollets. Entrée libre.

**Latinoswing.** À 20 h, concert gratuit avec le groupe Wappa, au Luma Café, 44, place d'Armes. Tél. 06 81 67 68 10.

**« Celebrate ».** De 11 h à 18 h, dessins de Christophe Duron, au musée d'art et d'histoire. Tél. 05 45 32 07 25.

#### DEMAIN

**Escapade historique.** À 16 h, départ

# Le colonel Gary en phase d'atterrissage

**ARMÉE** La base aérienne 709 présente le successeur du colonel Coste. Il prendra son poste en pleine transformation du site

PHILIPPE MÉNARD

Les mandats à la tête de la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard ne sont pas bien longs, deux années tout rond. Celui du colonel Vincent Coste s'achève cet été. Comme ses prédécesseurs, il aura accompagné la montée en puissance d'un site essentiel pour l'armée de l'Air française, à deux titres. Il se situe au cœur de la réforme de la formation des futurs pilotes. Et il abrite l'escadron de drones, pilier de la politique de défense de la France.

La passation de commandement aura lieu le 6 septembre prochain. Le nouveau patron de la BA 709 sera le colonel Arnaud Gary. « Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, il totalise 2 500 heures de vol sur Jaguar et Mirage 2000D, et 124 missions de guerre en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et en Libye », précise l'armée de l'Air dans un communiqué.

## Un parcours de haut vol

Marié et père de trois enfants, le colonel Gary présente des états de service de haut vol. Il vient de passer deux années aux États-Unis en qualité d'officier d'échange français au



Le colonel Gary va succéder au colonel Coste. PHOTO D. PUJO, ARMÉE DE L'AIR

Strategic Studies Group du chef d'état-major de l'US Air Force au Pentagone.

Dans un communiqué, la BA 709 détaille son CV : « Issu de l'École de l'air de Salon-de-Provence, il a notamment commandé l'escadron de chasse 1/3 "Navarre" à Nancy, a encadré des élèves officiers à l'École de l'air, a été stagiaire à l'Air War Collège de Montgomery aux États-Unis - l'équivalent de l'École de guerre des forces armées françaises. Il a aussi tenu les fonctions d'assistant militaire du major général de l'Armée de l'air et a œuvré au

sein de l'Inspection de l'armée de l'air ».

Ce parcours est à la hauteur des missions qui l'attendent. L'escadron de drones 1/33 « Belfort » se prépare à recevoir la livraison, l'année prochaine, de six nouveaux drones Reaper. La transformation de l'école de pilotage arrive de son côté en phase de concrétisation. Le nouvel avion de support, le Pilatus PC 21 va bientôt atterrir à Châteaubernard. L'arrivée des premiers stagiaires pilotes dans le système transformé est programmée pour l'année 2019.